



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 26 janvier 2009

## CONTENU

---

### Informations générales sélectionnées

Napolitano sur la question du <i>100 percent scanning</i> .....	1
L'industrie de la défense américaine écrit au Président .....	2

### Droits du travail

Guatemala : l'AFL-CIO ne parvient pas à convaincre le DoL .....	3
---	---

### Système social

Baucus et son plan de sauvetage économique .....	4
--	---

### Diplomatie commerciale américaine

Mars 2009: deux importants pour l'administration Obama .....	5
--	---

---

### Informations générales sélectionnées

#### ***Napolitano sur la question du 100 percent scanning***

23/01/09 : Janet Napolitano, qui fut confirmée cette semaine par le Sénat en tant que Secrétaire à la Sécurité Nationale (*Homeland Security*), a déclaré qu'en raison des coûts élevés et de complications infrastructurelles, la mise en œuvre du projet de protection des importations, connu sous le nom de *100 percent scanning of U.S.-bound container cargo*, prévu pour 2012, risque d'être retardé, voir même altéré : « I know that the Department [of Homeland Security] is facing a 2012 deadline and that it is going to be difficult to achieve based on what we know today. »

Il s'agit de la première indication que la nouvelle administration adoptera une attitude plus ou moins semblable à celle de Georges W. Bush (c.-à-d. le scepticisme) face à ce projet très controversé. Approuvé par le Congrès en 2007 avec une large majorité démocrate, c'est l'administration Bush qui, jusqu'à récemment, a continué de remettre en question la capacité du gouvernement de mener à bien ce mandat. Sur ce point, Napolitano a déclaré que ce mandat, aussi connu dans la communauté du renseignement sous le nom de *Secure Freight Initiative* (SFI), constituait un instrument de grande valeur pour la sécurité économique des USA, mais demeurait très compliqué à mettre en pratique : « [T]here are limits to what can be done at the port facility itself without severely disrupting port operations. » Effectivement, selon un rapport de l'agence *U.S. Customs and Border Protection* (CBP) soumis au Congrès en décembre 2008, les essais de « balayage » numérique à 100% des *containers* furent très compliqués sur le plan technique. Que dire également des délais fréquents que cette pratique sécuritaire risque de causer dans les ports et les fortes résistances qu'elle recevra de la part des partenaires commerciaux des USA.



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 26 janvier 2009

Napolitano a également déclaré que le prolongement du programme des « corridors commerciaux stratégiques » serait une alternative plus efficiente sur le plan financier et moins compliquée sur le plan technique que *100 percent scanning*. Cette approche, basée sur le calcul de risques, est fortement appuyée par l'ancien Secrétaire à la Sécurité Nationale, Michael Chertoff ainsi que par plusieurs hauts responsables du CBP. Chertoff aurait d'ailleurs, qualifié le *100 percent scanning* de « vieux système de régulation à la soviétique ». Toujours selon le rapport du CBP, il en coûterait plus \$16.8 milliards pour installer l'équipement nécessaire au « balayage » de cargos à destination des USA dans 700 ports, soit environ \$8 millions par ligne d'expédition!

C'est pourquoi Napolitano considère proroger la mise en œuvre du mandat en se basant sur la section 1701 du *9/11 Recommendations Act* qui lui octroie l'autorité de le faire. Cela étant, elle a souligné qu'une telle décision ne se prendra que dans le cadre d'un dialogue approfondi avec le Congrès, en particulier avec le Comité sur la Sécurité Nationale de la Chambre base : « Whatever the Obama administration and the Congress decide to do regarding container scanning must be achievable and affordable. It is clearly a critical issue. Whatever we decide to do must be realistic and sustainable. »

Source: « Napolitano May Delay 100 Percent Scanning, Explore Alternatives », *Inside US Trade*, January 23, 2009 - Vol. 27, No. 3, p. 1-2.

### ***L'industrie de la défense américaine écrit au Président***

22/01/19 : La Coalition pour la sécurité et la concurrence, qui comprend plus de 18 associations nationales représentant l'industrie de la défense américaine, a soumis cette semaine une série d'importantes recommandations au Président Barack Obama. Ces recommandations portent sur le système de contrôle des exportations américaines. La coalition demande, entre autres, de renforcer le « commerce de défense » avec les plus proches alliés des États-Unis (USA). De cette façon, elle espère pouvoir influencer la décision du Congrès pour que soient approuvés les traités de coopération de défense avec l'Australie et avec le Royaume-Uni.

Ces traités font l'objet de réserves de la part du Comité sénatorial sur les Relations Extérieures. À cet égard, la Secrétaire d'État, Hillary Clinton, a déclaré qu'elle désirait consulter le Comité afin d'élucider ce qui fait obstacle à l'adoption de ces traités. Clinton aurait par ailleurs déclaré qu'elle commençait à peine à traiter les enjeux entourant les contrôles des exportations de l'industrie de la défense américaine. Ce qui est certain, c'est qu'elle s'engage à travailler de concert avec le Congrès pour qu'un terrain d'entente soit trouvé.



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 26 janvier 2009

Pour lire les recommandations de la coalition, voir :

<http://www.securityandcompetitiveness.org/proposals/show/2241.html>

Source: « Business Coalition Urges Obama To Revise Dual-Use, Military Export Controls », *Inside US Trade*, January 22, 2009 - Vol. 27, No. 3.

---

### **Droits du travail**

#### ***Guatemala : l'AFL-CIO ne parvient pas à convaincre le Département du Travail***

25/01/12: Le Département du Travail (DoL) vient de publier un important rapport sur le respect des droits du travail au Guatemala à la demande de la *American Federation of Labor* et du *Congress of Industrial Organizations* (mieux connus sous le nom de AFL-CIO) ainsi que de six unions syndicales guatémaltèques. Selon ces associations, le gouvernement du Guatemala ne garantit pas le respect des droits des travailleurs nationaux souvent exposés au diktats du patronat et victimes de menaces ainsi que d'actes de violence à leur égard.

Plus précisément, elles accusent le gouvernement d'avoir violé l'article 16.2.1(a) du Chapitre 3 du *Central American Free Trade Agreement* (CAFTA). Comme preuve à l'appui, elles ont fait état de cinq cas — STEPQ, SITRABI, *Coalition of Avandia Workers*, SITRAFRIBO, SITRAINPROCSA, et FESTRAS — où le gouvernement du Guatemala aurait manqué son devoir de renforcer les droits du travail, notamment en ce qui a trait à la liberté syndicale et les conditions générales de travail. Parmi les accusations relatives à la liberté syndicale figurent : l'impunité face aux menaces et à la violence contre les leaders syndicaux; la création d'un climat dans lequel les droits syndicaux sont bafoués par les entreprises; des mises à pieds illégales; le non-respect de la loi nationale qui impose aux entreprises privées de négocier en toute franchise avec des organisations syndicales. Parmi les accusations relatives aux conditions générales de travail figurent : le non-paiement des primes de départ; le non-respect des dispositions légales imposant aux employeurs de contribuer à l'*Instituto Guatemalteco de Seguridad Social* (IGSS) – l'Institut guatémaltèque de la sécurité sociale.

Pour lire la pétition de la coalition AFL-CIO et des six unions syndicales guatémaltèques, voir :

[http://www.aflcio.org/issues/jobseconomy/globaleconomy/upload/guatemala\\_petition.pdf](http://www.aflcio.org/issues/jobseconomy/globaleconomy/upload/guatemala_petition.pdf)

Pour lire le rapport du Département du Travail, voir :

<http://guatemala.usembassy.gov/uploads/images/heUtepntzy3vUYvWM4ntyQ/GuatemalaFinal.pdf>



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 26 janvier 2009

Source: « Labor Department Refuses To Pursue Consultations With Guatemala Over CAFTA Complaint », *Inside US Trade*, January 23, 2009 - Vol. 27, No. 3, p. 15-16.

---

## Systeme social

### ***Baucus et son plan de sauvetage économique***

23/01/09: Le sénateur Max Baucus, le président du Comité des Finances du Sénat, a présenté son plan (*Chairman's Mark*) de sauvetage économique comprenant des dispositions pour le *American Recovery and Reinvestment Act of 2009*. Ce plan comprend l'injection de \$275 milliards en coupures de taxes ainsi que des investissements qui serviront à alléger l'hémorragie financière des foyers et entreprises en difficulté et à créer des emplois dans les domaines de l'énergie dite « verte », les infrastructures et la santé. Le plan comprend également \$180 milliards d'investissements additionnels pour aider les Américains victimes de mises à pieds à préserver leur assurance maladie et à trouver de nouveaux emplois. Les 180 milliards visent également à aider les économies des États les plus en difficulté. Aussi, le plan augmente la limite statutaire de la dette publique de \$11.315 milliards à \$12.140 milliards.

Baucus a déclaré que les États-Unis se trouvaient dans un monde de « mal économique » et qu'en conséquence, il était du devoir du Congrès d'agir fermement et courageusement pour stabiliser la situation : « President-Elect's team, and with economic experts is going into the development of the American Recovery and Reinvestment Act. Together with the provisions that the Appropriations Committee will approve, these Finance Committee measures are the best ways to get folks working and get our economy moving again. »

Les coupures de taxes et l'investissement pour la création et la protection des d'emplois :

- Coupures de taxes permettant aux entreprises d'amortir plus d'actifs en épargnant plus d'argent sur les paies et d'autres dépenses.
- Approximativement, \$30 milliards en incitatifs pour créer des emplois dans le domaine de l'énergie alternative à base de vent et panneaux solaires
- Dispositions pour le financement et la création d'emplois dans la construction d'écoles.
- Coupures de taxes et investissement dans de grands projets publics (autoroutes et bâtiments).
- Investissement pour la création d'emplois et la réduction des coûts associés à l'assurance maladie par l'entremise de la technologie de l'information sur la santé.

Les coupures de taxes et l'investissement pour l'aide aux familles :



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 26 janvier 2009

- Coupures sur les paies pour donner plus d'argent aux travailleurs — “*Make Work Pay*”.
- Coupures pour les parents par l'augmentation du crédit de taxe général et du crédit pour les enfants.
- Coupures pour aider les familles à payer pour l'éducation de leurs enfants et leur hypothèque.
- Augmenter les coupures de taxes sur les pensions des vétérans en difficulté et pour les bénéficiaires des régimes de sécurité sociale.
- Investissement pour aider les américains victimes de mises à pieds à préserver leur assurance maladie (COBRA).
- Investissement dans la couverture de l'assurance maladie pour aider les familles sortant du régime du bien-être social.
- Élargissement du *Trade Adjustment Assistance* pour les travailleurs américains délocalisés.
- Investissement dans les régimes de l'assurance-emploi et de l'aide temporaire pour les familles dans le besoin.
- Augmentation du support aux familles nombreuses.

Pour lire le plan de Baucus, voir,

<http://finance.senate.gov/press/Bpress/2009press/prb012309.pdf>

Source: The US Senate Committee on Finance, « Finance Chairman Unveils Economic Recovery Measures To Create Jobs, Cut Taxes, For Working Families And Businesses », *Press Release*, January 23, 2009. [En ligne]: <http://finance.senate.gov/sitepages/baucus.htm>

---

### **Diplomatie commerciale américaine**

#### ***Mars 2009 : deux importants enjeux pour l'administration Obama***

23/01/09: Les prochains fonctionnaires du Bureau du Représentant américain pour le commerce (USTR) devront faire face à deux principaux enjeux commerciaux en mars : (1) le prolongement des négociations sur le controversé projet d'accord commercial anti-contrefaçon (ACAC); (2) les négociations sur l'accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande dans le cadre du *Trans-Pacific Strategic Economic Partnership Agreement*.

Lancé en septembre 2007 par l'ex-Représentante américaine pour le commerce, Susan Schwab, le ACAC constitue une puissante initiative pour les pays qui soutiennent de hauts standards dans la lutte contre la piraterie et la contrefaçon de biens tels que les enregistrements audio-visuels, les logiciels, les livres, les vêtements, les produits pharmaceutiques, les produits alimentaires, l'électronique, etc. Les partenaires commerciaux des États-Unis conviés aux discussions sont le Canada, l'Union européenne, le Japon, la Corée, le Mexique,



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 26 janvier 2009

la Nouvelle-Zélande et la Suisse. L'ACAC vise à établir des mesures pour *criminaliser* les infractions en matière de propriété intellectuelle. La prochaine ronde de négociations aura lieu en mars, mais la position de l'administration Obama n'est toujours pas claire à cet égard. Abondera-t-elle dans le même sens que celle de W. Bush, notamment en ce qui concerne le chapitre controversé sur l'internet? Le traité pourrait par exemple exiger que les fournisseurs de services Internet contrôlent toute la communication sur le Web, mais aussi entraver l'usage légal d'œuvres protégées, rendre illégal le partage de fichiers en réseau ou encore empêcher l'accès aux médicaments génériques à bas coût. Ce chapitre rencontre la résistance de la part de plusieurs firmes informatiques et fournisseurs d'Internet américains tandis qu'il reçoit le support des industries de la musique et du cinéma.

L'autre enjeu est celui de la concurrence entre la Nouvelle-Zélande et les États-Unis sur les produits issus de l'agriculture. Étant donné le statut de la Nouvelle-Zélande en tant que « grand » producteur et exportateur de produits laitiers et de viande bovine ainsi que par la faible amplitude de son marché domestique, les États-Unis se retrouvent ainsi « sans bonnes opportunités » pour écouler leurs productions. Ainsi, l'idée d'un accord de libre-échange se voit opposer la résistance des associations d'agriculteurs américains. L'administration Obama devra donc décider si elle enverra l'USTR à la prochaine séance de négociation pour défendre les intérêts de l'industrie agricole des États-Unis.

Source: « New USTR Team To Face At Least Two Trade Policy Decisions In March », *Inside US Trade*, January 23, 2009 - Vol. 27, No. 3, p. 11.

### Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique : Christian Deblock**

**Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto**

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)





# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 26 janvier 2009